

Lundi 5 avril 2010

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  *travailleurs communiste révolutionnaire*

Les étrangleurs

Les financiers de la City de Londres, tout à leur cynisme, se sont amusés à baptiser quatre pays de la zone euro, le Portugal, l'Irlande, l'Italie, la Grèce et l'Espagne (en anglais, *Spain*), les « PIIGS » (ce qui en français ferait « les cochons » !). Le terme, plus injurieux encore en anglais qu'en français, a de quoi en fait s'appliquer à leurs auteurs, ces spéculateurs institutionnels des pays les plus riches qui étranglent les pays d'Europe les plus fragilisés par la crise.

C'est ainsi que les dirigeants des 16 pays de la zone, avec en tête Angela Merkel, ont récemment décidé de mesures et sanctions contre l'Etat grec. Ce conseil de discipline inter-étatique a décidé que 20 milliards d'euros pourraient encore être prêtés à la Grèce pour avance de trésorerie, prélevée sur les caisses de l'Europe et du FMI, mais en échange d'économies drastiques sur les dépenses publiques. C'est-à-dire sur le niveau de vie des populations.

Faire payer « le cochon de contribuable »...

Passage de la TVA de 19 % à 21 %, poursuite des privatisations et suppressions d'effectifs dans les services publics, baisse des salaires des fonctionnaires, gel des pensions et report de deux ans de l'âge de la retraite, voilà les mesures que les classes populaires devraient prendre de plein fouet.

Dans un pays où 30 % des jeunes sont au chômage, où le salaire minimum est de 700 euros, où 60 % des retraités ont moins de 600 euros pour vivre, c'est un programme qui enfonce la tête des gens sous l'eau. Décidé pourtant avec la bénédiction du gouvernement socialiste de la Grèce, comme du « socialiste » Strauss-Kahn au FMI. Bref, ce que les banques et les Etats de l'Union exigent de la Grèce, c'est d'accroître la pauvreté de la population... pour rétablir la confiance des marchés.

Car les financiers sont inquiets, voyez-vous. Ils ont des doutes sur la capacité de nombreux Etats à rembourser les prêteurs privés. Et il est vrai que les dettes d'Etats comme la Grèce, mais aussi la France ou les Etats-Unis, ont explosé ces dernières

années, pour la bonne raison que leurs dirigeants ont pillé les caisses publiques afin de « sauver » leurs capitalistes !

Les bourses mondiales sont pourtant reparties, et en France les actionnaires du CAC 40 devraient palper 35,5 milliards d'euros de dividendes en 2010 (un peu plus qu'en 2009 et presque autant qu'en 2008). Mais maintenant qu'ils ont repris du poil de la bête, les argentiers privés se permettent justement : 1. de dénoncer l'endettement des mêmes États qui les ont tirés du gouffre ; 2. de spéculer sur la dette des plus fragiles d'entre eux ; et 3. d'exiger que la population paie une seconde fois l'addition !

Faudra-t-il qu'à coups de programmes d'austérité, les travailleurs renfluent les mastodontes de l'industrie et de la finance ? Le peuple grec est le premier bouc émissaire, mais bien d'autres, y compris en France, pourraient être dans le collimateur demain.

... ou les vautours de la Bourse ?

Sauf si les populations décident de trouver l'addition vraiment trop salée. Depuis deux mois, par des journées de grève générale, les Grecs montrent leur détermination à refuser de payer ces dettes qui ne sont pas les leurs. Le 24 février, puis le 11 mars, le pays a été totalement paralysé, des chemins de fer jusqu'aux ferries pour les îles grecques. Des manifestations massives ont rassemblé des dizaines de milliers de jeunes, de salariés et retraités. Une nouvelle journée devrait avoir lieu en avril.

La colère populaire qui s'exprime en Grèce sous forme de jours de grève générale, est celle qui s'exprime ici aussi, depuis des mois, par une multitude de grèves isolées ou de gestes désespérés comme celui des Sodimatex menaçant de faire sauter leur usine. Il faudra bien en arriver à un embrasement général, à une riposte collective contre patrons et gouvernants qui à l'échelle européenne et sous l'égide des huissiers et des vautours du FMI, s'organisent pour exercer le racket du monde du travail.

L'union fait la force

Constatant que Renault ne tenait pas ses promesses faites à l'embauche, 113 jeunes cadres des sites Renault d'Ile-de-France se sont organisés en collectif. Une première !

Cette action collective a obligé la direction à les recevoir et à leur promettre autour de 3 % d'augmentation pour 2010. Mais cela ne compense toujours pas l'abandon du système « jeunes cadres » (augmentation de 6 à 8 % durant les 3 premières années après l'école). La mobilisation doit continuer. Et pourquoi pas avec les autres salariés tout aussi mécontents de leur salaire ?

Low cost à domicile

Cela devient une habitude : des collègues roumains (payés 600 €/mois) ou marocains (1200 €/mois) viennent travailler au TCR durant plusieurs mois. Officiellement, ils sont en formation. En fait ils occupent un vrai poste et se forment sur le tas comme la plupart d'entre nous. C'est vraiment légal tout ça ?

C'est le salaire qui cloche

Après le jeûne de 2009, les cloches de Pâques vont-elles ramener beaucoup de promotions cette année ? Rien n'est moins sûr vu l'enveloppe globale en forte baisse. Faudrait peut-être aller sonner les cloches à la direction ?

Carton rouge

Pour les déménagements individuels à l'intérieur du site, beaucoup doivent désormais se débrouiller par eux-mêmes. Le service n'est plus assuré, faute de personnel.

Il n'y a plus que pour porter ses cartons que le salarié est resté « acteur de sa mobilité ».

503 taille basse

Les usagers de la ligne de bus 503 (Nanterre-TCR) ont eu la surprise de voir apparaître une affiche annonçant qu'au 1^{er} septembre cette ligne ne desservirait plus le TCR, en partie à la demande de Renault. L'affiche a été vite retirée, mais sans plus d'explications.

Après les restrictions sur les lignes Boulogne-Meudon-TCR, Renault persiste et signe.

Réchauffement climatique

La direction relance les enquêtes sur le climat social dans les UET. Serait-elle inquiète ? Attention au stress. Mais si les motifs de mécontentement ne manquent pas, ce n'est pas ce genre de questionnaire qui règlera quoi que ce soit.

La pub écolo : zéro émission à la télé

L'autorité de vérification de la publicité anglaise (ASA) vient de censurer une publicité Renault pour les véhicules électriques « zéro émission » de CO₂.

L'ASA a estimé que ce spot trompait le public car il ne prenait pas en compte l'ensemble du cycle de production du véhicule et son rechargement en électricité. Un détail...

Ils sont Douai

Suite aux mouvements de grève, les collègues de Renault Douai ont obtenu en plus de la prime de 500 €, une prime spécifique de 400 € pour le lancement du Scenic. La prime sera aussi versée aux salariés de Cléon ou Sandouville en « prêt » à Douai.

Comme quoi quand elle veut, la direction peut. Il suffit juste de la pousser un peu...

Heureux en ménage ?

Suite à la baisse du budget Renault allouée à la prestation de nettoyage, les poubelles pleines et la saleté moins souvent ramassée font la joie des petits rongeurs. Résultat également : la charge de travail des collègues d'ISS ou de TFN qui augmente suite aux réductions d'effectifs.

Le free cash flow n'a pas d'odeur ? Si ça continue...

Pas vu à la télé

Selon le magazine Challenges du 25 mars 2010, Carlos Ghosn n'aurait pas été convoqué fin janvier par Sarkozy pour discuter seulement de la Clio 4 délocalisée en Turquie, mais pour s'expliquer aussi sur son intention de baisser de 44 % à 39 % la participation de Renault dans Nissan.

Or selon les accords Renault-Nissan, si Renault descendait en dessous de 40 % du capital de Nissan, Nissan retrouverait alors ses 15 % de droits de vote dans Renault, correspondant à sa part de capital.

En plus selon la loi japonaise, en passant sous le seuil des 40 %, Ghosn ne serait plus obligé de publier ses revenus chez Nissan. Car il bénéficie pour le moment d'un statut dérogatoire et c'est pourquoi on ne sait pas combien il touche comme patron de Nissan.

« A bad experience, every time »

Depuis que le café des distributeurs a été changé il est encore moins buvable. C'est Selecta qui fait des économies ou Renault qui veut nous déguster des pauses ?